

## Déclaration préalable de la FSU

CDEN du 23 septembre 2024



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

Monsieur vice-président du Conseil Départemental,  
Monsieur le directeur des services de l'Education Nationale,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Après des Jeux Olympiques et Paralympiques que la majorité de la population aura considéré comme une parenthèse enchantée, la rentrée scolaire 2024 s'est effectuée sans ministre et avec une politique éducative inchangée, malgré des élections législatives qui ont clairement exprimé la volonté d'un changement de politique, sur le fond comme sur la forme. Cerise sur le gâteau, on découvre samedi que, la nouvelle ministre, la cinquième ministre de l'Éducation nationale en 15 mois, Madame Genetet, n'a aucune expertise en matière d'éducation, un mépris de plus envers une profession déjà bien éprouvée.

Pourtant, les élections législatives provoquées par le Président de la République ont envoyé un signal fort et inquiétant en plaçant le RN en tête du premier tour. Dans ce contexte, la FSU s'est engagée pleinement dans la dynamique luttant contre l'extrême droite mais aussi contre les politiques libérales qui maltraitent notre service public. Face au sentiment d'abandon, puissant moteur du vote pour l'extrême droite, il y a urgence à reconstruire et consolider les services publics comme outils de solidarité et de lutte contre les inégalités.

L'Yonne est malheureusement symbolique de ce vote RN, avec 3 députés d'extrême droite sur les 3 circonscriptions. Les politiques éducatives de l'Education Nationale et du département ont leur part de responsabilité avec les fermetures de classes et de collèges qui auront participé, à leur niveau, à ce sentiment d'abandon. Ne pas tenir compte de cette réalité serait une grave erreur et c'est pourquoi il faut changer dès à présent cette logique du « toujours moins » qui nourrit ces idées nauséabondes.

Au niveau national, cela n'en prend pourtant pas le chemin avec un premier ministre issu d'une minorité politique qui fait de l'austérité son cheval de bataille.

La FSU dénonce cette instrumentalisation des déficits pour soumettre la population à toujours plus d'austérité, ce qui a pour conséquence d'aggraver l'affaiblissement des services publics alors même que ce déficit provient de décisions gouvernementales.

Un symbole de ce dérapage des dépenses et de l'inefficacité de cette politique est le Service National Universel, dénoncé par la Cour des comptes elle-même. Le budget dérape avec près de 5 milliards au lieu des 2 annoncés ! Sans parler des objectifs de mixité qui sont très loin d'être atteints puisqu'il y a une surreprésentation des catégories socio-professionnelles favorisées parmi les milieux d'origine des jeunes participants.

Au niveau du département la FSU rappelle, si besoin, l'engagement du président Gendraud de ne pas fermer de nouveaux collèges pendant sa mandature, ce qui pour la FSU va dans le bon sens. Nous savons qu'avec la baisse des effectifs présente et à venir, la tentation de faire ainsi des économies est grande. Cependant ce choix aurait surtout comme effet un sentiment d'abandon. Pour la FSU il faudra réfléchir à des solutions qui prennent en compte toutes ces données, dans l'intérêt des populations.

Dans l'Yonne, la rentrée, perçue comme sereine par les cadres de notre administration, l'est beaucoup moins pour les personnels de l'éducation qui sont sur le terrain.

Dans le premier degré, les effectifs en baisse sont l'arbre qui cache la forêt des difficultés.

Les évaluations nationales, généralisées cette année du CP au CM2 et stressantes pour les élèves, contribuent à dénaturer le métier enseignant. Elles renforcent la mise au pas de la profession avec toujours plus d'injonctions aux « bonnes pratiques ». Enfin mutations, temps partiel, autorisations d'absence, 108h qui débordent chez les PE sont autant de sujets de souffrance pour un métier de moins en moins attractif.

Dans le premier degré, comme dans le second, des inclusions d'élèves en situation de handicap sont effectuées sans les moyens nécessaires. Pour la FSU, on ne peut pas sortir de la quinzaine paralympique et se retrouver dans des classes avec des élèves sans accompagnement ou de manière morcelée alors même que la MDPH de l'Yonne a notifié la nécessité d'un accompagnement. Le manque d'AESH et la gestion managériale des PIAL traduit une dure réalité pour les élèves, leur famille et les personnels. Nous avons plusieurs témoignages d'AESH qui sont déplacées du jour au lendemain, notamment d'un collège vers une école primaire ou maternelle, sans tenir compte de leur préférence, de l'expérience acquise, du travail d'équipe et de leur investissement au sein de l'établissement scolaire. Il faut que notre hiérarchie prenne en compte le mal-être généré par cette gestion déconnectée du terrain, qui conduit à des arrêts de travail et à des démissions.

Autre problématique du premier comme du second degré : celle de la crise du recrutement qui a une résonance particulière dans notre département où il manquait des enseignants de plusieurs disciplines à la rentrée.

Dans le second degré, la question du prétendu « choc des savoirs » est au cœur de la conception du métier enseignant. Notre identité professionnelle a été heurtée par l'injonction reçue de trier les élèves, de reléguer les uns au détriment du groupe-classe qui permet de vivre ensemble. Nous n'avons pas choisi ce métier pour trier nos élèves. En effet, notre enquête de terrain montre bien que les groupes de niveau n'ont pas été mis en place par les enseignants dans de nombreux collèges en signe de refus du tri scolaire et l'assignation sociale que cela représente.

La FSU s'interroge aussi sur le bien-fondé de la classe préparatoire à la Seconde, car c'est encore un système qui ne mise pas sur l'émulation entre pairs, avec un effet délétère de relégation de certains élèves à qui l'on n'octroie que 20H de cours généraux. Enfin, on apprend par voie de presse le lundi 16 septembre que le DNB voulu par Gabriel Attal ne sera finalement pas mis en œuvre en 2025. Encore une belle marque de mépris à l'égard des enseignants qui avaient annoncé aux élèves de 3<sup>ème</sup> et à leurs parents sa mise en place, promise par Nicole Belloubet fin août.

Plus spécifiquement, dans notre département, plusieurs sujets nous préoccupent : la question de l'accès à la natation pour les élèves de l'Auxerrois est une problématique essentielle après ces journées olympiques et paralympiques. Dans le Sénonais, la fermeture de la piscine Tournesol complique toujours la mise en œuvre du « savoir nager ».

Par ailleurs, si la végétalisation des cours est envisagée par le Conseil départemental pour 5 collèges, nous demandons à ce que cette problématique soit au cœur des réflexions autour de la nécessaire transition écologique. Ainsi, la question de la température dans les bâtiments scolaires doit être posée. C'est pourquoi nous demandons que le groupe de travail de la Formation spécialisée en santé et sécurité au travail à la DSDEN puisse avoir un interlocuteur au conseil départemental et dans les collectivités vu le nombre de signalements sur le RSST concernant ces problématiques bâtimentaires.

Pour la FSU, réparer l'école est une responsabilité de toutes et tous : le sens de notre métier, la question des salaires et des conditions de travail sont au cœur de la réflexion permettant aux personnels d'assurer pleinement leur mission de service public au bénéfice de tous les élèves.

C'est notamment pour cela et pour l'abrogation de la réforme des retraites que la FSU appelle à la grève et à la manifestation de 1<sup>er</sup> octobre.